

Nouvelles locales du mercredi 12 juin 2013

@rib News, 12/06/2013 | Politique - Les membres du courant de "rÃ©habilitation" du parti Uprona ne sont pas du tout d'accord avec les membres de l'Uprona "institutionnel" quant Ã l'attitude adoptÃ©e face au comportement du CN dans la gestion du pays. En effet, selon le Professeur Evariste Ngayimpenda, s'ils sont contents de ce que le parti au pouvoir fait, qu'ils arrÃªtent de se lamenter et si c'est le contraire, et s'il n'y a pas de couteaux Ã la gorge, qu'ils solidarisent de ce pouvoir au lieu de crier tous les jours en se plaignant des actes du Gouvernement dont ils font partie. Selon lui, tÃ´t ou tard, ils vont en rÃ©pondre comme s'ils Ã©taient au pouvoir, donc solidairement avec le CNDD-FDD [Isanganiro/Rtr/Rpa/Bonesha]

Ã©conomie - Le prÃ©sident de PARCEM estime que la nouvelle loi sur la presse est une entrave Ã la mise en application de la loi budgÃ©taire. En effet, Faustin Ndikumana constate que, selon la loi budgÃ©taire, le ministre des Finances doit fournir trimestriellement la situation Ã©conomique du pays. Mais, la nouvelle loi sur la presse exige de ne pas diffuser des informations en rapport avec la monnaie et cela est contraire Ã tous les documents de rÃ©fÃ©rence comme la StratÃ©gie nationale de la bonne gouvernance et de lutte contre la corruption et le CSLP II. Selon lui, les concepteurs de cette loi semblent ignorer le degrÃ© d'avancement du pays en matiÃ©res de la Bonne gouvernance et de la transparence et de telles lois causent Ã©normÃ©ment de problÃ©mes. Il trouve que la rÃ©sistance dans ces conditions est lÃ©gitime. Il demande ainsi la rÃ©vision de cette loi pour l'adapter aux autres lois existantes. [Rtr/Bonesha/Isanganiro/Rpa] | SÃ©curitÃ© - La population de la commune urbaine de Buterere fait savoir qu'elle est fatiguÃ©e de la recrudescence du banditisme dans cette commune. Elle classe ces bandits en deux catÃ©gories : la premiÃ©re est faite de bandits Ã mains armÃ©es qui attaquent les mÃ©nages et volent tout ce qu'ils y trouvent. Cette catÃ©gorie est trÃ¨s dangereuse puisqu'elle fait souvent victimes. La deuxiÃ©me catÃ©gorie est faite de ceux qui sont communÃ©ment appelÃ©s des « catcheurs ». Ces derniers attaquent les personnes passant dans la rue et essaient de voler par force les effets qu'ils portent. Ils ne sont pas armÃ©s sauf qu'ils portent souvent autour de l'avant-bras des instruments leur permettant de bien maÃ©triser leurs victimes. La population soupÃ§onne d'Ã©galement les Imbonerakure en collaboration avec certains agents de l'ordre et pour cause, ce sont ces Imbonerakure qui font des rondes nocturnes et quand il y a un forfait qui est commis, la Police n'intervient pas du tout ou intervient tardivement et de ce fait, personne n'a encore Ã©tÃ© apprehendÃ©. L'Administrateur de cette commune fait savoir qu'elle vient de tenir une rÃ©union de sÃ©curitÃ© dans laquelle elle a invitÃ© les reprÃ©sentants des partis politiques leur annoncer que celui qui sera apprehendÃ© ne sera pas puni comme membre d'un parti politique, mais comme personne simple qui a commis une infraction. [Rpa] | Droits de l'Homme - Le reprÃ©sentant du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies au Burundi fait savoir que les Nations Unies se sont suffisamment exprimÃ©es quant Ã la nouvelle loi sur la presse. Parfait Onanga Anyanga estime que ceux qui l'ont mise en place avaient bel et bien entendu les prÃ©occupations des uns et des autres et le pouvoir a dÃ©libÃ©rÃ©ment choisi le chemin de musellement de la presse. De son point de vue, le pays ne devrait pas s'enfermer sur lui-mÃªme, mais plutÃ´t Ãªtre ouvert afin que les diffÃ©rents efforts des uns et des autres ne soient pas anÃ©antis et souhaite que les problÃ©mes soient minimisÃ©s. Il affirme qu'il s'est suffisamment entretenu avec les bailleurs du Burundi pour que ces derniers ne bloquent pas les aides qu'ils devraient accorder au Burundi ou qu'ils ne prennent pas d'autres mesures contraignantes. Il estime que malgrÃ© des dÃ©bats difficiles, la sagesse va remporter tÃ´t ou tard. [Bonesha/Rtr/Isanganiro]- La comparution du journaliste Evariste Nzikobanyanka de la radio Isanganiro est un signe que la nouvelle loi sur la presse a commencÃ© Ã Ãªtre appliquÃ©e. Selon le porte-parole de l'ADC-Ikibiri, cette loi, de par sa caractÃ©re anticonstitutionnel a Ã©tÃ© relevÃ©e par pas mal d'intervenants tant au niveau national qu'international, ne peut apporter du bien au pays. Chevineau Mugwengezo trouve que c'est un moyen que le pouvoir en place a choisi pour intimider les journalistes et continuer Ã faire tout ce qu'il veut sans la moindre dÃ©nonciation. Il demande aux journalistes de vaincre la peur et de bien continuer Ã faire leur travail tout en respectant la Constitution.

[Bonesha/Rtr/Isanganiro] | Justice - Le FORSC se dit satisfait de l'annonce faite que la Haute Cour de Justice va bientÃ´t Ãªtre mise en place au Burundi. Selon le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral de ce forum, c'est une bonne chose dans un pays comme nÃªtre oÃ¹ les autoritÃ©s ne sont pas inquiÃ©tÃ©es pour leurs actes. Vital Nshimirimana dÃ©ploire pourtant le manque d'indÃ©pendance de la part des Juges. Selon lui, ce manque va se propager mÃªme dans cette nouvelle juridiction. Il trouve qu'il est inutile d'allonger la liste des juridictions qui manquent d'indÃ©pendance. Le Gouvernement devrait prendre des mesures dans le sens de l'allÃ©gement de la situation afin d'assainir le climat. [Bonesha/Rtr]- La Cour suprÃªme annonce qu'il n'y a pas eu de jugement sur le travail de la CNTB comme cela avait Ã©tÃ© annoncÃ© par le prÃ©sident de cette commission lors de l'Ã©mission "Kabizi" de la semaine derniÃ©re sur la RPA. En effet, Mgr SÃ©rapion Bambanirukundo avait fait savoir que la Cour suprÃªme a estimÃ© que le travail de la CNTB est conforme Ã la Constitution de la RÃ©publique. Selon cette juridiction, elle n'a jamais entendu en audience publique cette affaire et elle admet pourtant qu'elle l'a rÃ©visÃ©e. [Rpa] | SociÃ©tÃ© - Plus de 230 adeptes d'EusÃ©bie ont Ã©tÃ© interpellÃ©s ce mercredi aux alentours de Businde. Selon les rÃ©portages, ils ont regroupÃ©s et trÃ¨s tÃ´t ce matin, ils ont sommÃ©s de rebrousser chemin. Parmi ces pÃªlerins, figuraient tÃ©galement des 92 pÃªlerins qui venaient d'Ãªtre libÃ©rÃ©s il y a 5 jours en provenance de la prison de Ngozi aprÃ¨s le versement d'une caution de 2000FBu chacun. L'administrateur communal de Gahombo confirme cette libÃ©ration mÃªme s'il y a d'autres sources qui affirment qu'ils ont Ã©tÃ© incarcÃ©s dans divers cachots de la Police. [Rtnb/Bonesha/Isanganiro]